

<https://www.pressegauche.org/La-minorite-fortunee-a-l-origine-des-inegalites-carbone>



La minorité fortunée à l'origine des inégalités carbone

- Politique québécoise - Environnement -



Date de mise en ligne : mardi 22 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le rapport d'Oxfam indique que les 1 % les plus riches sont responsables de deux fois plus d'émissions de carbone que la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Oxfam dévoile aujourd'hui les résultats de son rapport « Combattre les inégalités des émissions de CO₂ ». Basé sur des recherches menées en collaboration avec le Stockholm Environment Institute (SEI), il indique que, sur une période critique de 25 ans qui a connu une croissance sans précédent d'émissions polluantes, les 1 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de plus du double des émissions de CO₂ que la moitié la plus pauvre de l'humanité (environ 3,1 milliards de personnes).

Le rapport, qui est publié alors que les dirigeantes et dirigeants de la planète se réunissent à l'Assemblée générale des Nations Unies pour aborder les défis mondiaux, dont la crise climatique, consiste en une analyse des émissions de carbone liées à la consommation par différents groupes, selon leurs revenus, entre 1990 et 2015. Au cours de cette période, l'humanité a doublé la quantité de dioxyde de carbone émise dans l'atmosphère. En voici quelques résultats :

- ▶ Les 10 % les plus riches de l'humanité étaient à l'origine de plus de la moitié (52 %) des émissions cumulées entre 1990 et 2015. Les 1 % les plus riches représentaient à eux seuls plus de 15 % des émissions cumulées pendant cette période, soit deux fois plus que la moitié la plus pauvre de l'humanité (7 %).
- ▶ Au Canada, sur cette même période (1990-2015), les 10 % les plus riches de la population étaient à eux seuls responsables d'environ un quart (24 %) des émissions de carbone nationales cumulées. C'est presque autant que les 50 % les plus pauvres de la population du pays (28 %).
- ▶ Les 1 % les plus riches de la population canadienne ont une empreinte carbone moyenne par habitant 8 fois plus grande que celle des 50 % les plus pauvres du pays et 100 fois plus grande que les 50 % les plus pauvres de la planète.
- ▶ À l'échelle de la planète, la période comprise entre 1990 et 2015 a connu une croissance annuelle de près de 60 % des émissions mondiales de CO₂. Les 5 % les plus riches étaient responsables de plus d'un tiers (37 %) de la croissance totale des émissions, tandis que la croissance totale des 1 % les plus riches était trois fois plus élevée que celle des 50 % les plus pauvres.

Pour Tim Gore, responsable des politiques climat chez Oxfam et auteur de ce rapport : « La surconsommation d'une minorité aisée alimente la crise climatique, et ce sont notamment les communautés pauvres et les jeunes qui en paient le prix fort. Ces inégalités extrêmes en matière d'émissions de CO₂ sont la conséquence directe d'une croissance économique profondément inégale et à forte intensité de carbone, qui persiste depuis des décennies. »

Impact sur les communautés vulnérables

Aujourd'hui, les émissions sont susceptibles de remonter en flèche à mesure que les gouvernements commencent à assouplir les mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19. À moins de réduire considérablement les émissions de CO₂ tous les ans, le budget carbone mondial disponible pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C (volume maximum d'émissions cumulées admissible défini dans l'Accord de Paris afin de limiter les pires impacts d'une crise climatique non contrôlée) sera complètement épuisé à l'horizon 2030. Les inégalités sont telles

que les 10 % les plus riches épuiseront à eux seuls ce budget d'ici 2033, et ce, même si les émissions du reste de la population mondiale devenaient nulles dès demain.

En 2020, nous avons connu un réchauffement climatique mondial de 1 °C et la crise climatique a continué sa progression : des cyclones dévastateurs ont frappé l'Inde et le Bangladesh, d'énormes essaims de criquets ont dévasté les cultures à travers l'Afrique, alors que l'Australie et les États-Unis ont connu des vagues de chaleur et des incendies sans précédent. Personne n'est à l'abri, mais ce sont les personnes les plus pauvres et marginalisées, particulièrement les femmes et les filles, qui sont les plus touchées. À titre d'exemple, les femmes sont davantage exposées aux violences et aux abus à la suite d'une catastrophe.

« En ce qui concerne la crise climatique, l'urgence impose une action immédiate, affirme Catherine Caron, agente principale des campagnes d'Oxfam-Québec. Il est de la responsabilité de nos gouvernements de s'engager fortement en faveur de solutions collectives permettant une réduction des émissions de carbone et ciblant particulièrement l'empreinte des plus fortunés. S'il est vrai qu'à terme nous paierons toutes et tous le prix de l'inaction dans ce domaine, les personnes les plus pauvres, en particulier les femmes et les filles, sont aujourd'hui les premières affectées »

D'après les estimations présentées dans le rapport [« Combattre les inégalités des émissions de CO2 »](#), il faudrait réduire l'empreinte carbone par personne des 10 % les plus riches à un niveau dix fois plus bas d'ici 2030 pour atteindre l'objectif de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C. Cela signifierait une réduction d'un tiers des émissions mondiales annuelles.

Une double crise : climat et inégalités

Les gouvernements doivent lutter contre la double crise du changement climatique et des inégalités extrêmes en s'attaquant aux émissions excessives des plus riches et en investissant auprès des communautés pauvres et vulnérables. Par exemple, une étude récente montre que les foyers parmi les 10 % les plus riches au monde consomment environ la moitié (45 %) de toute l'énergie associée au transport terrestre, et quelques 75 % de toute l'énergie liée à l'aviation.

Selon Tim Gore : « Le simple redémarrage de nos économies telles qu'elles existaient avant la pandémie n'est plus une option viable. Les gouvernements doivent construire un avenir plus juste pour toutes et tous. Ils doivent limiter l'empreinte des hauts revenus en imposant une taxe carbone ou des interdictions sur les biens et services de luxe, comme les véhicules utilitaires sport (SUV) et les vols fréquents. Les recettes devraient être investies dans les services publics et les secteurs sobres en carbone pour créer des emplois et lutter contre la pauvreté. »

Il est à noter que ces pistes font partie de celles préconisées dans le cadre la campagne en faveur d'une relance verte, juste et inclusive lancée par Oxfam-Québec sous le nom [« Taxer la richesse : aplanir les inégalités »](#).